

Les limites de la superpuissance

par Georges Vigny

Le voyage du président Anouar Sadate en Israël a de toute évidence été l'événement majeur de 30 ans d'histoire israélo-arabe. «L'équivalent moral» et politique de ce que fut sur le plan militaire la Guerre des Six jours, il a octroyé à Israël, 30 ans après sa naissance, son acte de reconnaissance, partant de légitimité irréversible. Un peu comme si le chef d'État égyptien, laissant la guerre, avait décidé de gagner la paix.

Anouar Sadate, l'homme par qui l'in vraisemblable arrive, est donc venu à bout de ce «mur psychologique» qui, à lui seul, représentait «des 70 p. cent du problème». Ce qui, par le fait même, rendait plus difficile à résoudre les 30 p. cent du reliquat! Un peu comme si la *partie* incluse dans le *tout* précédent devenait *tout* à son tour.

Ce qui est surprenant, ce n'est pas tant l'accueil chaleureux que le peuple israélien a spontanément réservé à Anouar Sadate salué par une salve de 21 coups de canon alors que les deux pays étaient encore officiellement en guerre, que la parfaite coordination à laquelle sont parvenus le visiteur arabe et l'hôte israélien. Dès le soir d'après-*shabbat* où Anouar Sadate a passé en revue un détachement d'honneur israélien, une vraie complicité était manifeste entre Menahem Begin et le chef d'État égyptien. Le sourire entendu que ces deux adversaires de la veille s'échangeaient devant les caméras américains était plus explicite que leur déclaration, nécessairement évasive!

C'est en fait cette complicité toute naturelle entre Israël et l'Égypte qui marque le point tournant du dossier proche-oriental dans la mesure où elle pose les limites de la superpuissance telle qu'exercée aussi bien par l'Union soviétique que par les États-Unis.

Deux approches opposées

Plaçons-nous dans le climat du débat entre deux approches prétendues complémentaires mais fondamentalement opposées: le «pas-à-pas» kisingérien opposé à la démarche globalisante; le bilatéral tel que pratiqué, par exemple, le long du canal de Suez entre Israël et l'Égypte, opposé au multilatéral où toutes les parties sont censées se retrouver dans une enceinte vouée à la recherche d'une paix générale. A tort ou à raison, cette dernière forme a été identifiée,

jusqu'au voyage de M. Sadate en Israël, à la conférence de Genève. A raison, parce que toutes les parties arabes dites de la «première ligne» se retrouvaient – dans une même délégation arabe, pourquoi pas? – face à l'autre moitié du conflit, à savoir Israël. A tort, parce que le défaut de l'approche bilatérale, qui est de contourner la dimension palestinienne pourtant fondamentale, se retrouve aussi à ladite conférence de Genève où, jusqu'à la date fatidique du voyage d'Anouar Sadate, les Palestiniens, incarnés dans l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) n'ont ni été invités ni mis en état d'y participer si jamais on les y invitait. Le fait est que la conférence de Genève a été conçue en fonction des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, de 1967 et de 1973, et qu'aux termes de ces deux résolutions les Palestiniens ne sont que des «réfugiés». En d'autres mots, se réclamant d'une légitimité exclusive palestinienne, l'OLP estimait qu'elle ne peut se rendre à Genève à ce titre de représentante d'une cause de réfugiés (et non d'une cause nationale); et la même OLP, n'ayant pas renoncé à sa Charte, donc aux articles en vertu desquels Israël doit disparaître pour faire place à un vague État «démocratique et laïque» pour les trois confessions, ne pouvait être agréée par Israël comme entité participante à Genève: il ne pouvait non plus être question de changer les termes des résolutions onusiennes sans remettre du même coup en question la conférence de Genève elle-même.

En schématisant, on découvre avec inquiétude que si l'approche bilatérale risquait d'ignorer la dimension palestinienne, l'approche globalisante, elle, venait buter contre cette dimension devenue obstacle.

Dans ce contexte, que pouvait-on espérer de la navette américaine, inaugurée naguère par Henry Kissinger? La nouvelle Administration américaine, entre-temps, avait cessé d'être un simple courtier pour devenir partie en titre au conflit! Avec l'ar-

Editorialiste, M. Georges Vigny dirige, en qualité de rédacteur en chef adjoint, la politique internationale au journal Le Devoir. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.